

# D É L I B É R A T I O N S   D U   C O N S E I L   M U N I C I P A L



## EXTRAIT du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

N° ...2018/02-04

L'an deux mille dix-huit le jeudi 08 février à 19 h 30, le conseil municipal régulièrement convoqué le vendredi 2 février 2018, sous la présidence de Monsieur Laurent RIVOIRE, Maire.

**Assistaient à la séance :** Mmes, Mlles et MM, Laurent RIVOIRE, Jean THARY, Karim HAMRANI, Laurence CORDEAU, Dref MENDACI, Marie-Rose HARENGER, Alexandre BENHAÏM, Bernard GIRAULT, Jennifer JOBARD, Thomas FRANCESCHINI, Yveline JEN, Marcel SOLIGNY, Samira BUYTENDORP, Nicole RIVOIRE, Saïd YAHIA-CHERIF, Patricia BLANCHARD, Olivier DELEU, Axelle ASIK, Julien-Jack RAGAZ, Sylvain NICOLAS-NELSON (départ 21 h 45), Maryvonne MOYA, Dulcinée AVRIL, Emilie TOPSENT (arrivée à 20 h 13), Fadhil KORIMBOCUS, Emmanuel MERCIER, Ibrahim DIARRA, Christiane DEL POZO, Francis FLOUZAT, Jean-Paul LEFEBVRE, Anne DEO, Gilles GARNIER (départ 23 h 22), Patrick LASCoux, Olivier SARRABEYROUSE, Corinne BORD (arrivée à 20 h 16).

**Absents ayant donné mandat :**

Élisabeth LEFEUVRE à Jean THARY  
Stéphanie SANNIER à Alexandre BENHAÏM  
Guillaume SALOMON à Samira BUYTENDORP  
Souad TERKI à Julien-Jack RAGAZ  
Karine SUISSA à Maryvonne MOYA  
Sylvain NICOLAS-NELSON à Laurence CORDEAU à partir de 21 h 45  
Katia GRAVELOT à Laurent RIVOIRE  
Sarrah BEN ALI à Nicole RIVOIRE  
Emilie TOPSENT à Thomas FRANCESCHINI jusqu'à 20 h 13  
Miloud GHERRAS par Ibrahim DIARRA  
Pascale LABBE à Olivier SARRABEYROUSE  
Corinne BORD par Anne DEO jusqu'à 20 h 16

**Absent sans donner de mandat :**

Gilles GARNIER à partir de 23 h 22

Le quorum est atteint, le conseil municipal peut valablement délibérer.

# D É L I B É R A T I O N S   D U   C O N S E I L   M U N I C I P A L

## 4 - DIRECTION DES FINANCES

### APPROBATION DU BUDGET PRIMITIF 2018 (BP-2018)

Rapporteur : Monsieur Dref MENDACI

#### INTRODUCTION

Le rapport d'orientations budgétaires s'est tenu le 18 janvier 2018. Les documents présentés lors de ce rapport ont permis de cadrer les évolutions prévisionnelles des grands agrégats du budget 2018,

Le rapport de présentation du budget primitif 2018 présente :

- les grands équilibres et la présentation par chapitre,
- la structure de notre section de fonctionnement,
- le détail de notre section d'investissement.

Il est à préciser que les flux financiers (Fonds de Compensation des Charges Transférées : part "fiscalité et part "d'équilibre") adossés à l'E.P.T. "Est Ensemble" sont intégrés au budget primitif tout comme le transfert de la Médiathèque "Roger Gouhier" et de la ludothèque du Londeau.

#### I – LES GRANDS EQUILIBRES DU BUDGET PRIMITIF 2018

Conformément aux règles budgétaires, la présentation du budget primitif 2018 s'établira autour de la section de fonctionnement et de la section d'investissement,

##### a) Section de fonctionnement

	BP 2017	BP 2018
Dépenses réelles	66 950 094 €	67 384 328 €
Dépenses d'ordre	4 064 215 €	6 438 271 €
<b>Dépenses totales</b>	<b>71 014 309 €</b>	<b>73 822 599 €</b>

	BP 2017	BP 2018
Recettes réelles	71 014 309 €	73 822 599 €
Recettes d'ordre	0 €	0 €
<b>Recettes totales</b>	<b>71 014 309 €</b>	<b>73 822 599 €</b>

##### b) Section investissement

	BP 2017	BP 2018
Dépenses réelles	19 091 003 €	20 481 799 €
Dépenses d'ordre	0 €	0 €
<b>Dépenses totales</b>	<b>19 091 003 €</b>	<b>20 481 799 €</b>

	BP 2017	BP 2018
Recettes réelles	15 026 788 €	14 043 528 €

# D É L I B É R A T I O N S   D U   C O N S E I L   M U N I C I P A L

-----

Recettes d'ordre	4 064 215 €	6 438 271 €
<b>Recettes totales</b>	<b>19 091 003 €</b>	<b>20 481 799 €</b>

L'agrégation du budget primitif s'établit comme suit :

	BP 2017	BP 2018
Dépenses d'investissement	19 091 003 €	20 481 799 €
Dépenses de fonctionnement	71 014 309 €	73 822 599 €
<b>Dépenses cumulées</b>	<b>90 105 312 €</b>	<b>94 304 398 €</b>

	BP 2017	BP 2017
Recettes d'investissement	19 091 003 €	20 481 799 €
Recettes de fonctionnement	71 014 309 €	73 822 599 €
<b>Recettes cumulées</b>	<b>90 105 312 €</b>	<b>94 304 398 €</b>

## c) Présentation du budget primitif par chapitre

### Section de fonctionnement

Les tableaux ci-après permettent la visualisation globale du budget présenté par chapitre

Dépenses	Montant	Recettes	Montant
011 – Charges à caractère général	13 625 090 €	70 – Produit des services	3 902 446 €
012 - Dépenses de personnel	35 579 044 €	73 – Impôts et taxes	46 928 694 €
014 – Atténuation de produit	0 €	74 – Dotations et subventions	21 936 141 €
65 - Autres charges de gestion courante	15 784 600 €	75 – Autres produits de gestion courante	538 275 €
66 - Charges financières	2 319 694 €	76 – Produits financiers	0 €
67 - Charges exceptionnelles	75 900 €	77 – Produits exceptionnels	15 000 €
042 – Opérations d'ordre	1 500 000 €	013 – Atténuation de charges	502 043 €
023 - Autofinancement	4 938 271 €		
<b>TOTAL</b>	<b>73 822 599 €</b>	<b>TOTAL</b>	<b>73 822 599 €</b>

### Section d'investissement

Dépenses	Montant	Recettes	Montant
10 – Dotations et fonds divers	1 €	10 – Dotations et fonds divers	1 930 000 €
13–Subventions d'investissement	29 000 €	13–Subventions d'investissement	1 903 740 €
16–Emprunts et dettes assimilées	4 810 608 €	16 Emprunt et dettes assimilées	8 389 788 €
20–Immobilisations incorporelles	535 940 €	165 – Dépôts et cautionnement reçus	10 000 €
204 – Subventions d'équipements	81 000 €	204 – Subventions d'équipements	1 700 000 €
21 – Immobilisations corporelles	6 465 250 €	45 – Opérations pour compte de tiers	100 000 €
23 – Immobilisations en cours	101 500 €	021 -Autofinancement	4 938 271 €



# DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

-----

Autorisations de programmes	7 798 500 €	042 – Opérations d'ordre	1 500 000 €
27 – Autres immobilisations financières	560 000 €		
45 – Opérations pour compte de tiers	100 000 €		
<b>TOTAL</b>	<b>20 481 799 €</b>	<b>TOTAL</b>	<b>20 481 799 €</b>

## II - VOLET FONCTIONNEMENT

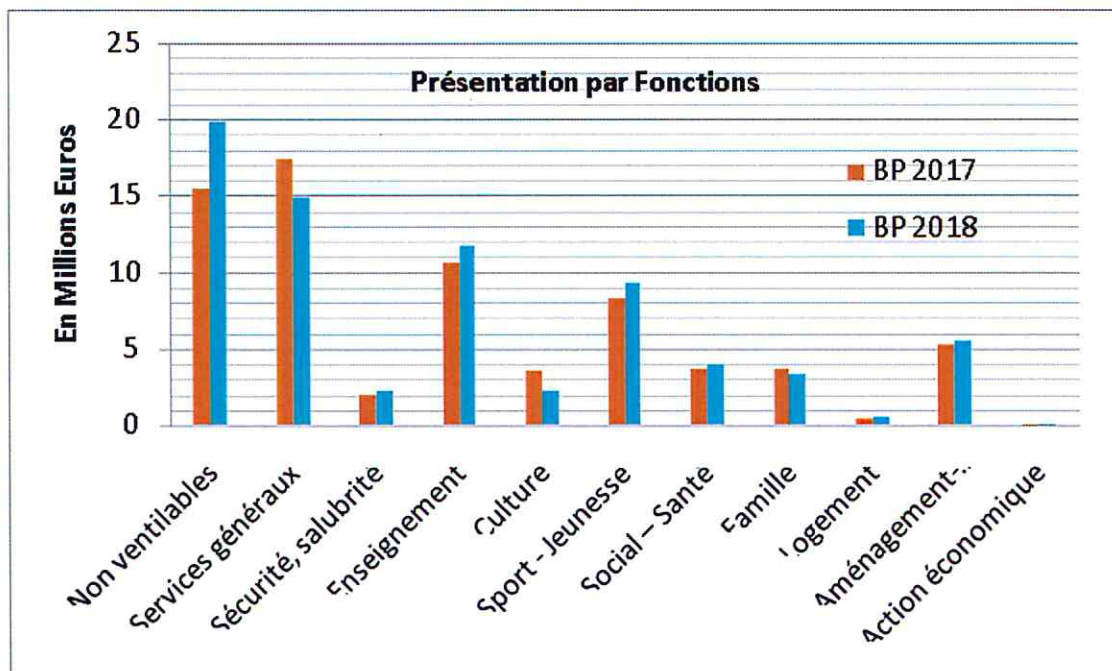
Les crédits budgétaires en fonctionnement s'équilibrent en dépenses et en recettes à hauteur de 73 822 599 euros.

La section de fonctionnement comprend les opérations réelles et les opérations d'ordre qui s'établissent comme suit :

- **l'autofinancement prévisionnel** en recettes à hauteur de **4 938 271 euros**,
- l'opération d'ordre relative à la dotation aux amortissements pour 1 500 000 euros.

### 1) Les dépenses de fonctionnement

La répartition des dépenses de fonctionnement (en M€) par périmètre d'action publique s'établit comme suit :

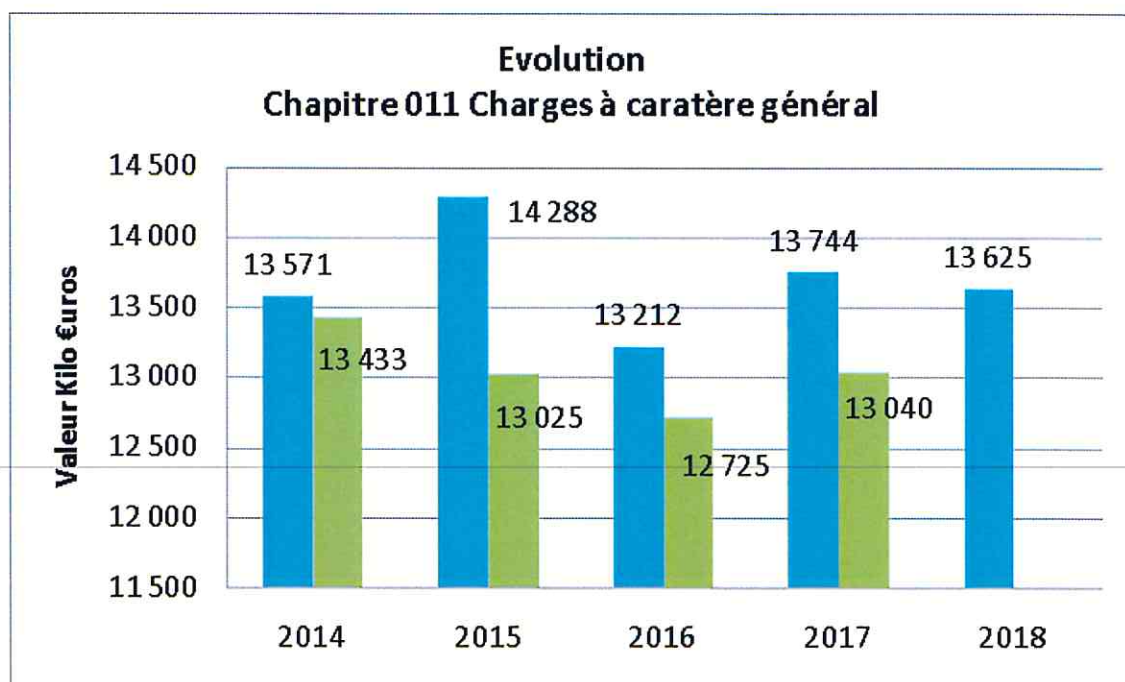


#### a) Les charges à caractère général (chapitre 011) : 13 625 090 €

Les charges à caractère général sont constituées des dépenses adossées au fonctionnement de l'ensemble des services de la ville.

## D É L I B É R A T I O N S   D U   C O N S E I L   M U N I C I P A L

-----



Les charges à caractère général pour le budget prévisionnel 2018 se répartissent comme ci-dessous :

Nature de dépenses	Achats de fournitures	Achats de prestations
Charges à caractère général	6 804 518	6 820 572

### **b) Les charges de personnel (chapitre 012) : 35 579 044 euros**

Si le ratio entre les dépenses de personnel et les dépenses de fonctionnement (DP/DRF) connaît une baisse en 2018 (52,80 % contre 56 % en 2017), et atteste des actions majeures engagées pour maîtriser et baisser la masse salariale, il est néanmoins à pondérer au regard des évolutions de dépenses en fonctionnement (compensées par les recettes correspondantes) liées à l'Etablissement Public Territorial Est Ensemble.

La collectivité, par ses orientations et actions a pu sur l'exercice continuer à maîtriser l'évolution de ses dépenses de personnel, et ce, en dépit des trois socles de dépenses suivants :

- la mise en œuvre de mesures nationales qui s'imposent à la collectivité en matière statutaire, d'augmentation de cotisations et autres charges ;
- la mise en œuvre des mesures gouvernementales et notamment l'accord PPCR (parcours professionnel des carrières et des rémunérations) ;
- Le glissement vieillesse technicité du personnel municipal, pourtant contenu et neutralisé par l'effet noria (différentiel entrées sorties) des dépenses liées aux mouvements de personnel. Ce GVT était de 1.99% en 2016. Ce même GVT est en prévision de 2.06 %, comprenant la mise en œuvre du PPCR.

L'anticipation des mouvements de personnel engendre une interrogation constante du plan de recrutement, notamment en cas de vacance de poste. La collectivité a recruté activement durant l'exercice en fonction des besoins réels et évolutifs, c'est à dire :

- La baisse des variables compressibles telles que les heures supplémentaires, par une optimisation de l'organisation des services et du temps de travail,
- Une anticipation aussi fine que possible des évolutions de charges de personnel incompressibles, et des recherches de compensation de celles-ci,



## DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

-----

- Une réorganisation de l'ensemble des services en 2017, ayant permis sur certains d'entre eux une rationalisation des effectifs mais aussi une optimisation du service rendu à la population par le regroupement physique de certains services.
- Un travail accru sur le maintien dans l'emploi, les mobilités et le reclassement des agents inaptes, afin de prévenir et gérer les effets d'usure professionnelle.

Ces efforts seront reconduits en 2018, afin notamment de continuer à neutraliser l'effet dit de «GVT» (glissement vieillesse technicité). Ce dernier sera moins important que l'année précédente du fait de la décision gouvernementale de report de la seconde phase de mise en œuvre de l'accord PPCR. Il sera tout de même positif du fait de la mise en place progressive du nouveau régime indemnitaire (RIFSEEP) dans sa part fixe. Cela implique une étude formalisée périodique des régimes indemnitaires en prenant en compte l'expérience professionnelle. Une étude sur la mise en place d'une enveloppe liée à la part variable (CIA) est également en cours, nécessitant de réinterroger les dispositifs d'évaluation et de définir les critères d'attribution de cette part dite variable.

Les collectivités ont pris en compte, à la date de rédaction du présent rapport, l'engagement affirmé par l'Etat relatif à la compensation intégrale par celui-ci de la hausse attendue de la CSG.

Ainsi l'évolution positive des prévisions de la masse salariale sur ce volet ne serait pas imputable à la collectivité, mais aux dépenses dites «adressées» par l'Etat.

Les augmentations incompressibles de la masse salariale seront cependant en 2018 pondérées d'un point de vue strictement comptable par le transfert des personnels de la médiathèque (38 agents, plus un agent temporairement mis à disposition, pour un budget prévisionnel de 1 400 000 euros), qui fait mécaniquement baisser le chapitre 012 par rapport à la prévision initiale à effectifs constants.

Ainsi la prévision sur le chapitre 012 est, à la date de rédaction du présent rapport, de 35 579 044 euros (chiffre arrondi). Pour rappel le BP 2017 était de 37 460 921 euros sur ce chapitre.

Pour pondérer les effets mécaniques du GVT sur la masse salariale sans porter préjudice aux évolutions de carrières des agents de la collectivité, et présenter un budget primitif en baisse par rapport au BP de l'année antérieure, la ville continuera également à travailler sur les orientations suivantes en matière de gestion des ressources humaines et financières y afférentes :

- La continuité d'études et de réorganisation des services, ces dispositifs impliquant étroitement l'ensemble des cadres de la collectivité, pour stabiliser les effectifs et les adapter au plus juste aux besoins de la collectivité.
- La maîtrise en conséquence du plan de recrutement annuel, et la continuité du travail engagé en matière de gestion des entrées et sorties (avec un ratio de sorties supérieur à celui des entrées). Il n'est bien entendu pas opportun de geler l'ensemble des besoins en recrutements sur postes vacants, pour ne pas mettre en péril la continuité et la qualité du service.
- La continuité du travail de maîtrise des heures supplémentaires, astreintes et remplacements (la maîtrise durable impliquant une réorganisation du temps de travail de certains services, dont la réflexion a d'ores et déjà été engagée en 2016 sur certains secteurs).
- Un travail sur la maîtrise de l'absentéisme, engagé en 2016 notamment via la signature en 2016 d'un accord sur la prévention de la santé et de la qualité de vie au travail avec l'organisation syndicale majoritaire. Cette avancée permettra donc de mettre en place en 2017 le plan d'action découlant des engagements de cet accord. Les autres actions notamment sur la prévention et la gestion des accidents de service ont permis une baisse de la sinistralité sur ce volet, qui permettra à moyen terme de renégocier les taux d'assurance du personnel. Cette mise en place est corollaire de l'étude actuellement menée en concertation avec les partenaires sociaux sur la participation employeur aux dispositifs de complémentaire santé et de prévoyance.
- La continuité en 2018 de la refonte du régime indemnitaire, en concertation avec les partenaires sociaux.
- La continuité de mise en œuvre en 2018 du plan de formation pluriannuel 2017-2019 qui accompagnera toutes ces évolutions en répondant aux besoins en compétences individuelles et collectives, et les évolutions de chacun. L'effort de formation décidé par la municipalité, bien au-



## DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

-----

delà de la cotisation obligatoire au CNFPT, a permis en 2016 la mise en œuvre d'un grand nombre d'actions de formations individuelles et collectives, et de remise à niveau. L'exécution de ce budget est quasi-totale, ce qui justifie le besoin en formation et la nécessité de faire perdurer cette orientation forte

**En conclusion**, la Municipalité souhaite continuer à répondre par ses dispositifs RH aux grands enjeux suivants en matière de gestion prévisionnelle des effectifs, emplois, et compétences pour l'année 2018 :

- La maîtrise des dépenses de personnel dans un contexte général de vives tensions financières et de baisse des ressources ;
- À moyens réduits ou constants, la nécessité d'identifier les évolutions des orientation politiques souhaitées en terme de périmètre de l'offre de service public, et de faire évoluer en conséquence les modes d'organisation et de gestion des services pour assurer la qualité du service public;
- Continuer à renforcer le dialogue social, par la continuité de la mise en œuvre de projets de développements RH concertés, de stabilisation des effectifs, de prestations sociales, de ouverture santé et prévoyance;
- Développer les dispositifs visant au traitement des problématiques d'usure professionnelle, et plus globalement d'amélioration des conditions de travail, afin de prévenir et répondre aux difficultés liées au reclassement pour motif médical.

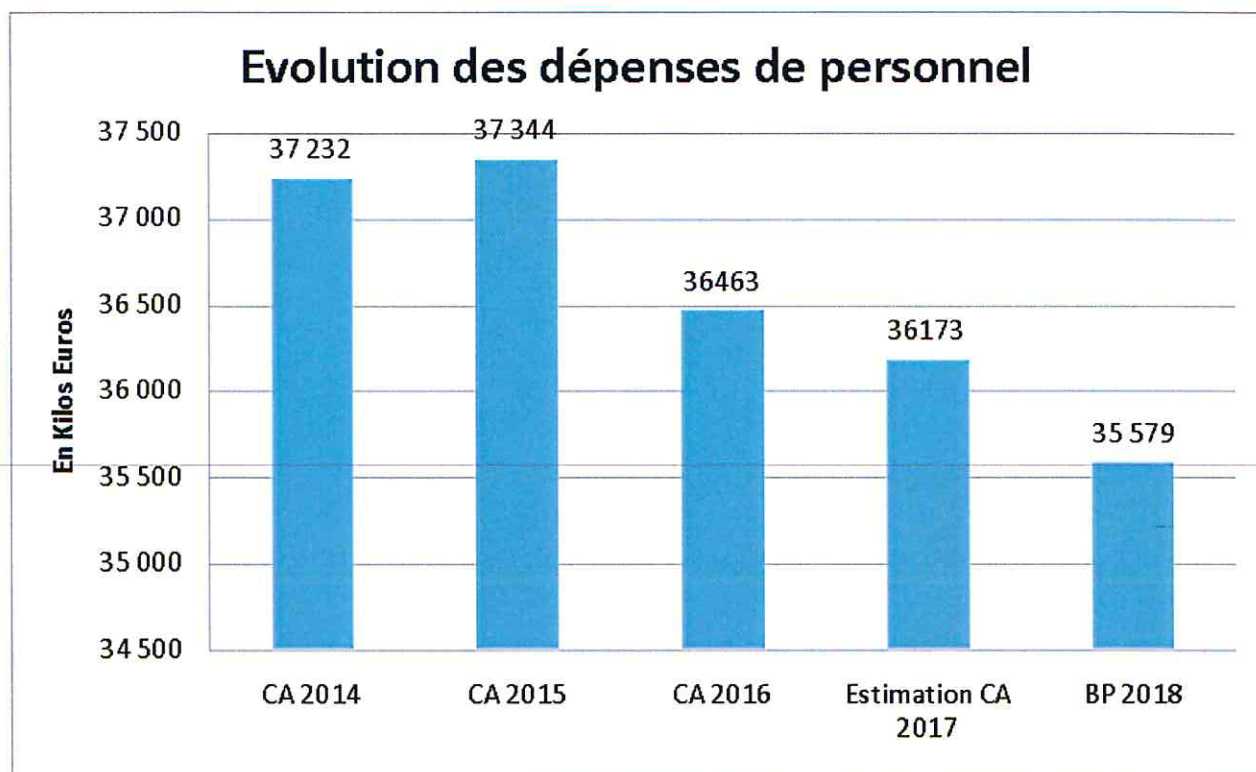
**Sur le chapitre 011**, la prévision budgétaire 2018 est de 295 500 euros. Pour rappel le BP 2017 était sur ce chapitre de 266 200 euros. La hausse s'explique par le transfert de la charge de l'assistante sociale (conventionnement avec le CIG) du chapitre 012 au chapitre 011.

**Enfin sur le chapitre 65**, la prévision budgétaire 2018 est de 526 650 euros. Pour rappel le BP 2017 était de 522 150. Cette très légère hausse est liée aux revalorisations indiciaires impactant les indemnités calculées sur cette base.

Conformément aux dispositions relatives à la nomenclature M14 s'agissant des dépenses de personnel sur le chapitre 012, l'état du personnel annexé recense les emplois au 01.01 de l'année considérée.

Il convient de noter que la proposition budgétaire concernant ce chapitre pour 2018 tient compte des 37,5 suppressions d'emplois consécutives au transfert de la médiathèque-ludothèque, suppressions soumises au vote de l'assemblée délibérante en date du 08.02.2018 par la délibération intitulée "Modification du tableau des effectifs". L'état du personnel correspondant à la date du 08.02.2018 est annexé au projet de délibération intitulé "Modification du tableau des effectifs".

Cette exécution budgétaire et la préparation de l'exercice à venir ont donc été établies dans la continuité de la politique de gestion des ressources humaines municipale, à la fois rigoureuse et ambitieuse, visant notamment à garantir l'attractivité de ses emplois dans un contexte national et local de concurrence entre les collectivités, notamment par l'accompagnement des parcours professionnels, le développement des compétences, la valorisation des expertises individuelles et collectives et de la qualité de vie au travail, en permettant également aux encadrants de tous niveaux d'être accompagnés quotidiennement dans leurs fonctions.



**c) Les autres charges de gestion courante (chapitre 65) : 15 784 600 euros**

Ce chapitre est constitué de différentes lignes budgétaires adossées notamment aux subventions allouées aux associations, au C.C.A.S. au théâtre des Bergeries, aux indemnités et aux frais de formation des élus et une provision pour les créances irrécouvrables.

Par ailleurs, ce poste est en nette augmentation car il est intégré au sein de ce chapitre d'une part, la part fiscalité du F.C.C.T. reversée à l'E.P.T. "Est Ensemble" et, d'autre part, la deuxième fraction du F.C.C.T. dite d'équilibre tout comme le transfert au 01 janvier 2018 de la médiathèque "Roger Gouhier" et de la ludothèque du Londeau.

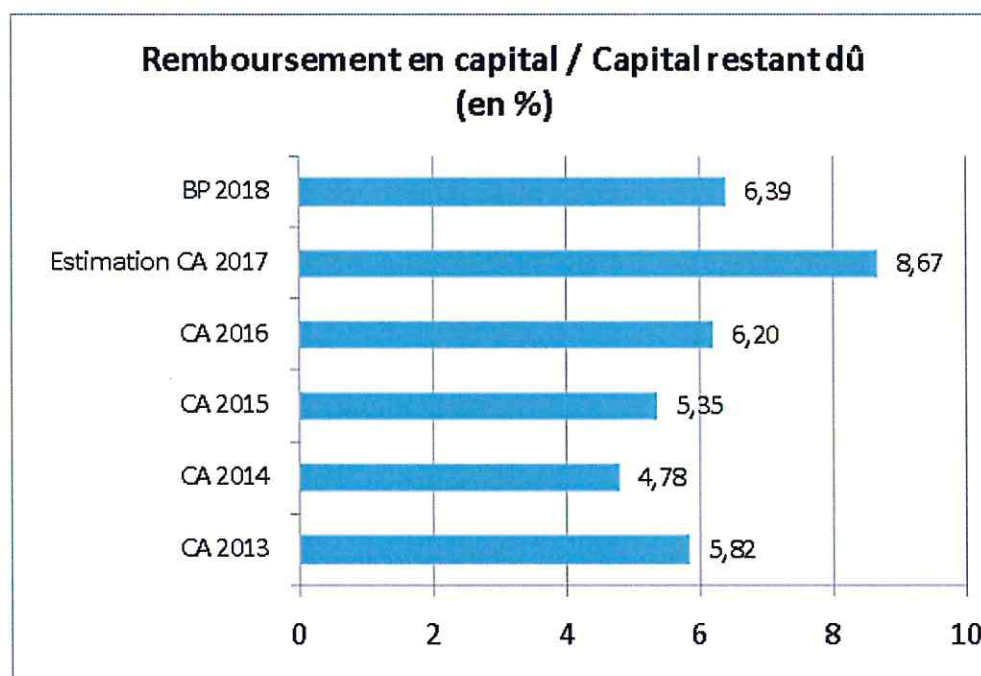
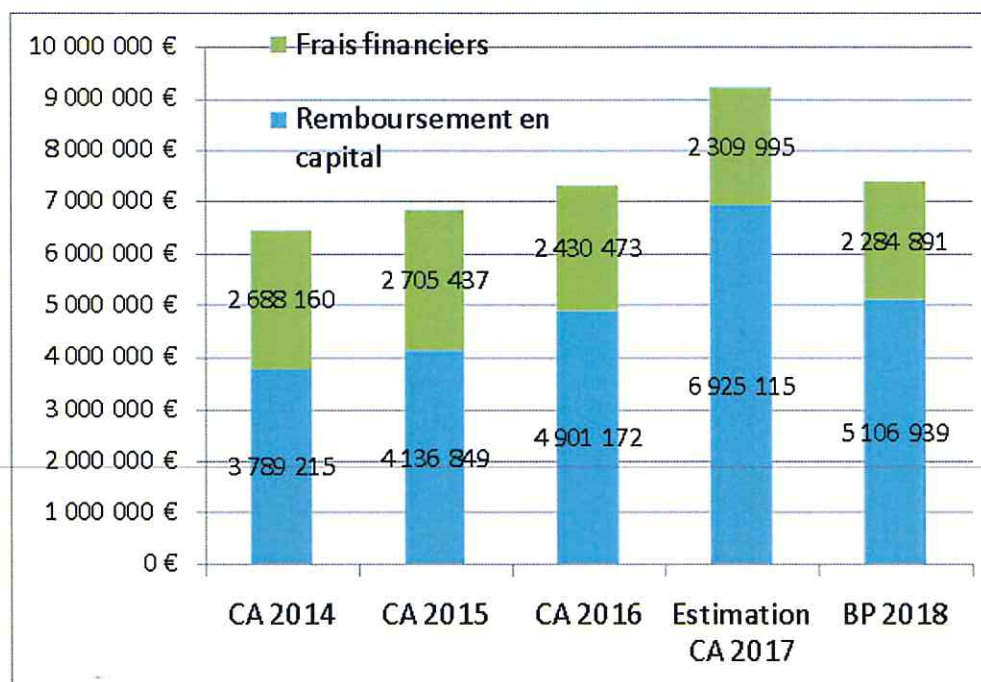
**d) Les charges financières (chapitre 66) : 2 319 694 euros**

L'ensemble des états relatifs à la dette au 1<sup>er</sup> janvier 2017 sont joints en annexe du budget. Au 1<sup>er</sup> janvier 2018 notre encours s'établit à hauteur de 79,877 M€. Les frais financiers, quant à eux, sont évalués à 2,285 M€. L'endettement de la ville reste maîtrisé et sa gestion optimisée.

Structure de notre dette :



## D É L I B É R A T I O N S   D U   C O N S E I L   M U N I C I P A L



**e) Les charges exceptionnelles (chapitre 67) : 75 900 euros**

### **2) Les recettes de fonctionnement**

Les recettes réelles s'élèvent à hauteur de 73 822 599 euros,

**a) Produits des services et du domaine (chapitre 70) : 3 902 446 euros**

Dans ce chapitre, se cumulent l'ensemble des recettes liées aux activités faisant l'objet d'une facturation auprès des usagers du service.

## DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

On retrouve sur ce compte les produits issus principalement :

- des redevances et droits relatifs aux services à caractère social : 1 892 000 euros (BP 2017 : 1 974 900 euros)
- des redevances liées aux services périscolaires et de l'enseignement : 1 254 500 euros (BP 2017 : 1 144 500 euros)
- des recettes du secteur sportif : 44 000 euros (BP 2017 : 0 euros)
- des produits à caractère culturel : 970 euros (BP 2017 : 1 000 euros)
- des recettes relatives au secteur des loisirs : 38 800 euros (BP 2017 : 40 000 euros)

### **b) Les impôts et taxes (chapitre 73) ; 46 928 694 euros**

1) *La fiscalité directe* : 29 480 573 euros

Conformément à nos engagements et, ce, depuis l'année 2011, aucune pression fiscale ne sera opérée.

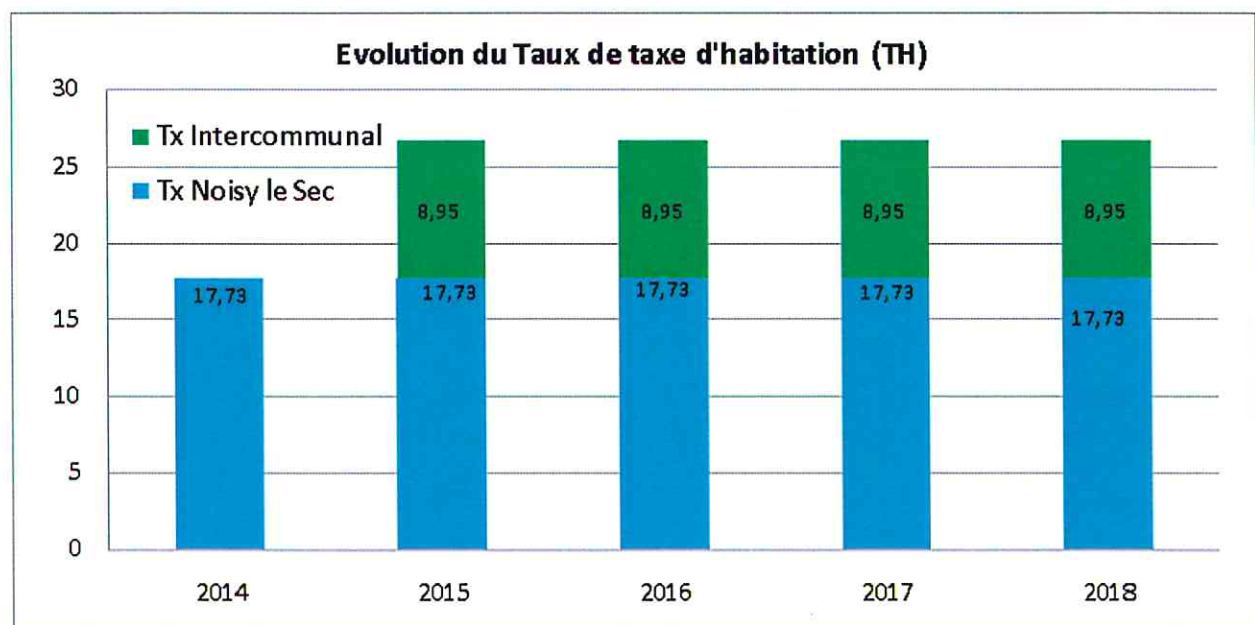
Aussi, les taux appliqués s'établiront comme suit :

- Taxe d'habitation : 26,68 %
- Taxe foncière (bâti) : 28,64 %
- Taxe foncière (non bâti) : 27,24 %

Il est précisé que les taux reflètent le cumul des taux communaux et intercommunaux, à savoir :

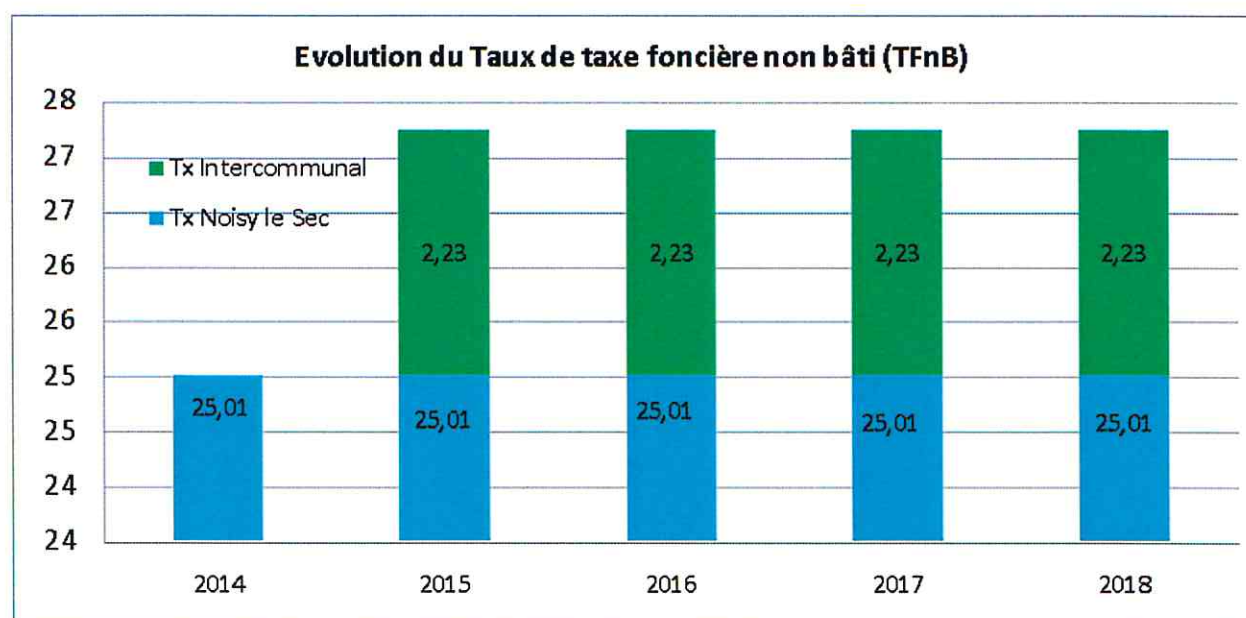
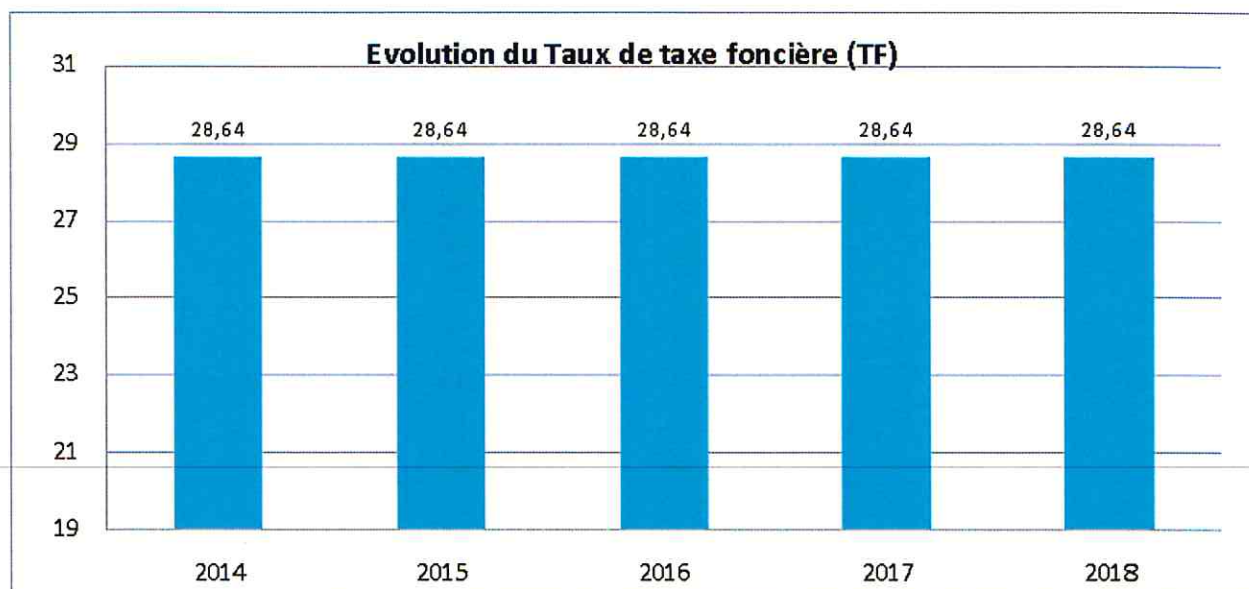
	Noisy-le-Sec	Est Ensemble
Taxe d'habitation	17,73 %	8,95 %
Taxe foncière sur le bâti	28,64 %	
Taxe foncière non bâti	25,01 %	2.23 %

Considérant la date de vote du budget qui se trouve être antérieure à la transmission des base prévisionnelles (état 1259), l'hypothèse retenue a été une augmentation des bases fiscales à hauteur de + 0,9 %.





## DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL



### 2) Les dotations et taxes :

Afin de parfaire aux règles prudentielles en terme de prévisions budgétaires, les dotations ont fait l'objet d'une inscription à l'identique des notifications.

Les principaux postes s'établissent comme suit :

- l'attribution de compensation : 10 393 173 euros
- le Fonds de Solidarité d'Ile de France : 4 700 000 euros
- le Fonds de Péréquation Intercommunal des Communes : 1 024 948 euros

Les autres taxes concernent principalement :

- la taxe additionnelle aux droits de mutation : 750 000 euros
- la taxe sur l'électricité : 530 000 euros
- la taxe sur les emplacements publicitaires : 50 000 euros

**c) Les dotations et participations (chapitre 74) : 21 936 141 euros**

# D É L I B É R A T I O N S   D U   C O N S E I L   M U N I C I P A L

-----

Ce chapitre est en augmentation car est intégrée la dotation de compensation aux groupements qui fait l'objet d'un reversement à l'E.P.T. "Est Ensemble".

Les principaux postes budgétaires s'établissent de la façon suivante :

- La Dotation Globale de Fonctionnement : 4 846 384 euros
- La Dotation de Solidarité Urbaine : 6 741 337 euros
- La Dotation Nationale de Péréquation : 826 950 euros
- Les subventions de l'Etat et la Caisse d'Allocations Familiales : 2 931 352 euros
- Les subventions de Conseil Régional d' Ile de France : 39 000 euros
- Les subventions du Conseil Départemental : 457 858 euros
- Les compensations fiscales de l'Etat : 1 499 000 euros,

Ces dotations sont versées aux collectivités pour compenser les exonérations accordées par l'Etat aux contribuables en termes de taxe d'habitation, et de taxe foncière,

- Taxe d'habitation ; 990 000 euros
- Taxe foncière : 300 000 euros
- La Dotation Générale de Décentralisation : 209 000 euros

## **d) Les autres produits de gestion courante (chapitre 75) : 538 275 euros**

Ce poste contient deux lignes budgétaires :

- les revenus des immeubles du patrimoine communal pour 398 755 euros
- La concession de services liée au marché de la place des Découvertes : 139 500 euros

## **e) Les produits exceptionnels : 15 000 euros**

### **III - VOLET INVESTISSEMENT**

Les crédits budgétaires adossés aux investissements s'équilibrent en dépenses et en recettes à hauteur de 20 481 799 euros.

La section d'investissement comprend également les opérations réelles et les opérations d'ordre qui s'établissent comme suit :

- **l'autofinancement** prévisionnel en recettes à hauteur de **4 938 271 euros**,
- les opérations d'ordre entre section : la contrepartie des prévisions prévues en dépenses de fonctionnement.

#### **1) Les recettes d'investissement**

Elles s'élèvent à hauteur de 20 481 799 euros.

Les recettes réelles d'investissement prévues s'établissent à 14 043 528 euros.

La répartition est la suivante :

#### **a) Les dotations et les fonds propres (chapitre 10) : 1 930 000 euros**

La somme de 1 180 000 euros au titre du Fonds de Compensation de la T.V.A. et 750 000 euros concernant la taxe d'aménagement,

#### **b) Les subventions (chapitre 13) : 1 903 740 euros qui se répartissent comme suit :**



## D É L I B É R A T I O N S   D U   C O N S E I L   M U N I C I P A L

-----

- La somme de 1 200 000 euros concerne la dotation politique de la ville (DPV) relative aux acquisitions de terrains devant accueillir le 4ème collège.
- Le solde de financement de l'aménageur "Séquano" adossé à la Z.A.C., quartier durable de la Plaine de l'Ourcq pour 600 000 euros.
- Un montant de 50 000 euros relatif à la participation pour voirie et réseaux.
- Un montant de 33 740 euros relatif au financement du Conseil Régional adossé à la toiture végétalisée du groupe scolaire Jean Renoir.
- Un montant de 20 000 euros relatif aux participations FISAC.

### **c) Les opérations pour compte d'autrui (chapitre 45) : 100 000 euros**

Ce montant est neutre budgétairement. Une prévision est inscrite en dépenses d'investissement,

### **d) L'emprunt (chapitre 16) : 8 389 788 euros**

Cet emprunt sera bien évidemment, comme les années antérieures, décaissé en fonction de notre besoin de trésorerie,

## **2) Les dépenses d'investissement**

Le budget dédié à l'investissement de la ville se répartit entre les dépenses inscrites au titre des autorisations de programme et les dépenses prévues individuellement.

Ces dépenses s'établissent à hauteur de 20 481 799 euros et leur répartition est la suivante :

### **a) Dotations, fonds divers et réserves (chapitre 10) : 1 euro**

Il s'agit d'une régularisation comptable sollicitée par le Comptable Public.

### **b) Les subventions d'investissement versées (chapitre 13) : 29 000 euros**

Il s'agit de la participation pour la non réalisation d'aires de stationnement pour 15 000 euros et de 14 000 euros relatifs aux remboursements FISAC.

### **c) Les remboursements d'emprunt (chapitre 16) : 4 810 608 euros.**

### **d) Les dépenses relatives aux immobilisations incorporelles (chapitre 20) : 535 940 euros**

Il s'agit des acquisitions de logiciels et licences pour 327 440 euros ainsi que des frais d'études pour 208 500 euros répartis comme ci-dessous :

- NPNRU Béthisy pour 157 500 euros,
- étude Centre-Ville pour 40 000 euros,
- diagnostic phytoarboricole pour 11 000 euros.

### **e) Les dépenses liées aux immobilisations corporelles (chapitre 21) : 6 465 250 euros**

Il est à noter que 60% des investissements sont mobilisés en faveur des élèves d'enseignement primaire et secondaire, ce qui marque la volonté ferme de la municipalité de leur permettre d'étudier dans des conditions optimales.

La répartition des principaux postes budgétaires s'établit comme suit :

- 2 500 000 euros - travaux Maternelles Langevin,

## DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

-----

- 993 000 euros - mobilisation foncière relative au futur collège dans le quartier Plaine Ouest,
- 550 000 euros - entretien du patrimoine scolaire,
- 460 000 euros - provisions afin d'exercer le droit de préemption,
- 400 000 euros - opérations de maintenance Voirie,
- 270 000 euros - matériels informatiques,
- 250 000 euros - entretien des autres bâtiments publics,
- 165 000 euros - entretien de l'éclairage public,
- 150 000 euros - travaux de mise en accessibilité,
- 133 950 euros - acquisition de matériels,
- 79 000 euros - salle de spectacle du Théâtre des Bergeries,
- 75 250 euros - entretien et les changements de chaudière,
- 73 050 euros - acquisition de mobiliers,
- 65 000 euros - entretien et le remplacement de matériel relatif à la vidéo-protection,
- 60 000 euros - travaux réalisés par la régie du Centre Technique Municipal,
- 50 000 euros destinés au Parc Huvier,
  - ➔ 30 000 euros - travaux de sous-sols,
  - ➔ 20 000 euros – toilettes destinés aux usagers,
- 50 000 euros - participations voiries et réseaux,
- 50 000 euros - cimetières,
- 20 000 euros - acquisition de véhicules,
- 20 000 euros - plantations d'arbres,(voiries et squares)
- 20 000 euros - projet d'une Maison assistante maternelle (MAM),
- 15 000 euros - traitement des arbres,
- 10 000 euros - travaux sur le portail de la crèche Robert Desnos,
- 6 000 euros - acquisitions de jardinières.

### **f) Les dépenses relatives aux immobilisations en cours et autorisations de programme (chapitre 23) : 7 900 00 euros**

Au titre des autorisations de programmes, la priorité est donnée au milieu scolaire et à l'évolution de nos quartiers.

Les crédits de paiements s'établiront comme suit :

- L'ANRU du quartier du Londeau ; 298 500 euros,
- Le Groupe scolaire Jean Renoir : 7 500 000 euros.
- 35 000 euros - mise aux normes des zones 30,
- 30 000 euros - assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) vidéo-protection,
- 20 000 euros - entretien ou le remplacement des jeux dans les squares,
- 15 000 euros - entretien ou remplacement des bornes incendies,
- 1 500 euros - restauration d'archives.

### **g) Les autres immobilisations financières (chapitre 27) : 560 000 euros**

Le budget intègre également les efforts fournis depuis plusieurs années pour que s'épanouisse la vie culturelle noiséenne et favorise le logement dans un nouvel éco-quartier.

L'inscription budgétaire concerne le solde de la participation relatif à l'achèvement du nouveau conservatoire à hauteur de 350 000 euros, et la somme de 200 000 euros concerne la participation de la Ville dans le cadre de la ZAC du Quartier Durable Plaine de l'Ourcq ainsi que 2 provisions relatives aux consignations des contentieux pour 5 000 euros et 5 000 euros des dépôts et consignations sur les revenus d'immeubles.

### **h) Les opérations pour compte d'autrui (chapitre 45) : 100 000 euros**

Ce montant est neutre budgétairement. Une prévision est inscrite en recettes d'investissement.

## DÉLIBÉRATION



# D É L I B É R A T I O N S   D U   C O N S E I L   M U N I C I P A L

Le conseil,

Vu les articles L. 2312-1, L. 2312-2, et L. 2312-3 du code général des collectivités territoriales, concernant les modalités du vote du Budget primitif dans les communes,

Vu l'ordonnance du 26 août 2006 et le décret du 27 décembre 2005, portant modification à compter de l'exercice 2006, de l'instruction budgétaire et comptable M.14,

Vu le projet de Budget Primitif 2018,

Considérant l'équilibre des sections de fonctionnement et d'investissement,

Considérant la présentation du rapport d'orientations budgétaires lors du conseil municipal du 18 janvier dernier dont la délibération 2018/01-1 a approuvé le rapport d'orientations budgétaires,

Sur proposition de Monsieur le Maire,

Se prononçant par chapitre,

La commission Finances consultée,

## DELIBERE

### Article 1 :

Décide d'adopter l'ensemble des chapitres du budget.

Et approuve le budget primitif 2018 de la ville dans les conditions d'équilibre en mouvements budgétaires à **94 304 398 euros** se décomposant comme suit :

Sections	Fonctionnement	Investissement
Dépenses	73 822 599 €	20 481 799 €
Recettes	73 822 599 €	20 481 799 €

La présentation par chapitre s'établit comme suit:

## SECTION DE FONCTIONNEMENT

### Dépenses

Chapitre	Libellé	BP 2018
011	Charges à caractère général	13 625 090 €
012	Charges de personnel et frais assimilés	35 579 044 €
65	Autres charges de gestion courante	15 784 600 €
66	Charges financières	2 319 694 €
67	Charges exceptionnelles	75 900 €
<b>Total des dépenses réelles de fonctionnement</b>		<b>67 384 328 €</b>
023	<i>Virement à la section d'investissement</i>	4 938 271 €
042	<i>Opérations d'ordre de transfert entre section</i>	1 500 000 €
<b>Total des dépenses d'ordre de fonctionnement</b>		<b>6 438 271 €</b>
<b>TOTAL</b>		<b>73 822 599 €</b>

### Recettes

Chapitre	Libellé	BP 2018
013	Atténuation de charges	502 043 €

# DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

-----

70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	3 902 446 €
73	Impôts et taxes	46 928 694 €
74	Dotations et participations	21 936 141 €
75	Autres produits de gestion courante	538 275 €
76	Produits financiers	0 €
77	Produits exceptionnels	15 000 €
<b>Total des recettes réelles de fonctionnement</b>		<b>73 822 599 €</b>
<b>TOTAL</b>		<b>73 822 599 €</b>

## SECTION D'INVESTISSEMENT

### Dépenses

Chapitre	Libellé	BP 2018
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	535 940 €
204	Subventions d'équipement versées	81 000 €
21	Immobilisations corporelles	6 465 250 €
23	Immobilisations en cours	101 500 €
	Total des opérations d'équipements (CP)	7 798 500 €
<b>Total des dépenses d'équipements</b>		<b>14 982 190 €</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	1 €
13	Subventions d'investissement	29 000 €
16	Emprunts et dettes assimilées ( dont165)	4 810 608 €
27	Autres immobilisations financières	560 000 €
45..1	Opérations pour compte de tiers	100 000 €
<b>Total des dépenses réelles d'investissement</b>		<b>20 481 799 €</b>
<b>TOTAL</b>		<b>20 481 799 €</b>

### Recettes

Chapitre	Libellé	BP 2018
13	Subventions d'investissement	1 903 740 €
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	8 389 788 €
204	Subventions d'équipement	1 700 000 €
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	1 930 000 €
165	Dépôt et cautionnement reçus	10 000 €
27	Autres immobilisations financières	10 000 €
024	Produits des cessions d'immobilisations	0 €
45..2	Total opérations pour compte de tiers	100 000 €
<b>Total des recettes réelles d'investissement</b>		<b>14 043 528 €</b>
021	Virement de la section de fonctionnement	4 938 271 €



## D É L I B É R A T I O N S   D U   C O N S E I L   M U N I C I P A L

040	Opérations.d'ordre entre sections : Amortissements	1 500 000 €
Total des recettes d'ordre d'investissement		6 438 271 €
TOTAL		20 481 799 €

### Article 2 :

Approuve les subventions aux associations (dont la liste est présentée en annexe du budget)

### Article 3 :

Approuve l'ensemble des annexes budgétaires.

### Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

*Yveline Jen ne prend part au vote en ce qui concerne la subvention pour l'EINA (enfants inadaptés de Noisy et leurs amis) ;*

*Gilles Garnier ne prend pas part au vote en ce qui concerne la subvention pour l'Aptis CMPP ;*

*Olivier Sarrabeyrouse ne prend pas part au vote en ce qui concerne la subvention pour Les Fous du Volant Badminton ;*

*Francis Flouzat ne prend pas part au vote en ce qui concerne la subvention pour l'OLS (Office local des sports) ;*

*Ibrahim Diarra ne prend pas part au vote en ce qui concerne la subvention pour l'ASSN (association sportive sociale de Noisy).*

**POUR**

**32 MAJORITÉ MUNICIPALE**

**CONTRE**

**11 GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE »,  
GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN », Corinne Bord**

**La délibération est adoptée**

**Le Maire**

**Laurent Rivoire**

